

M. Theubet, rapporteur: En plus du rapport écrit qui vous a été remis, nous pouvons au nom de la Commission de l'économie et des redevances vous donner encore les informations suivantes. La commission a traité cette initiative parlementaire au cours de deux séances. Le Département fédéral des finances lui a fourni des renseignements sur les conséquences administratives et financières de cette requête. Selon ce rapport, le Conseil fédéral justifie le non-versement d'un intérêt sur l'impôt anticipé par le fait qu'une rémunération exacte des montants à rembourser entraînerait des complications importantes et qu'une bonification des intérêts provoquerait de nouveaux frais qui devraient finalement être supportés par l'ensemble des contribuables. Autrement dit, le refus de servir un intérêt sur les avoirs d'impôt anticipé ne représente pas, comme l'a dit la minorité, un sacrifice injustifié pour les contribuables concernés, d'autant moins qu'une telle rémunération engendrerait un travail administratif supplémentaire et, par conséquent, des charges nouvelles pour la collectivité.

La commission a posé un certain nombre de questions que nous vous soumettons. La première est de savoir s'il ne faudrait pas introduire le remboursement par acomptes également pour les personnes physiques. Pour ces dernières, le remboursement est étroitement lié, dans la plupart des cantons, à la perception des impôts directs. Or, il est difficilement imaginable que les cantons puissent introduire le remboursement par acomptes sans que cela n'entraîne pour eux des difficultés notables. Il serait par ailleurs inévitable que les autorités fiscales cantonales aient à faire face à un travail administratif important. Le remboursement par acomptes toucherait donc spécialement les cantons romands qui, sans exception, connaissent le système de l'imputation et non du remboursement en espèces. D'autres difficultés surgiraient à propos du domicile du contribuable dans un autre canton ou à l'étranger. Comparé à cette éventualité, l'introduction d'un intérêt rémunérateur semblerait moins problématique. Toutefois, certains cantons imputant l'impôt anticipé à la première tranche d'impôts, d'autres à plusieurs tranches, la rémunération devrait être réglée de manière différenciée. En cela, il serait indispensable de consulter les cantons. En effet, les frais de personnel et les dépenses à consentir en matière d'informatique chargeaient en premier lieu les budgets cantonaux. Les frais liés à un intérêt rémunérateur pour les personnes physiques devraient être, pour un taux de 6 pour cent, de l'ordre de 150 millions par année ou, pour un taux de 4 pour cent, de 100 millions par année.

Dès lors se pose la question de savoir si ces frais devraient être supportés par la Confédération ou par les cantons.

En ce qui concerne les personnes morales, le système du remboursement par acomptes a fait ses preuves. De ce point de vue, elles sont – il est vrai – privilégiées par rapport aux personnes physiques. En raison de cet avantage, on doit se demander si, en cas de suppression du système, il ne faudrait pas s'attendre à des réactions véhémentes de la part des personnes morales. D'autre part, la différenciation entre celles qui peuvent revendiquer le remboursement par acomptes et celles qui ne le peuvent pas engendrerait pour l'administration fédérale des contributions un surcroît de travail. De ce fait la Confédération devrait, elle aussi, supporter des frais annuels de quelque 150 millions de francs.

Selon l'initiative, l'intérêt rémunérateur devrait déjà être calculé à compter du 1er janvier de l'année au cours de laquelle la demande de remboursement est présentée. Il en résulterait que les personnes physiques domiciliées en Suisse pourraient prétendre à un intérêt avant d'avoir effectué leur déclaration d'impôts, qu'elles l'aient fait dans le délai imparti ou avec du retard. En conséquence, la question se pose de savoir si un intérêt rémunérateur éventuel ne devrait pas être calculé seulement à partir du terme où la demande a été présentée. Sur ce point également, une consultation des cantons est indiquée.

D'autre part, si le Parlement veut entrer en matière à propos de cet intérêt, il faut être conscient qu'il faudra modifier parallèlement la réglementation concernant l'intérêt moratoire dans le sens d'une obligation de s'en acquitter dès le délai de paiement non respecté, d'où de nouveaux inconvénients pour certains contribuables.

Enfin, la question de la rémunération des avoirs d'impôt anticipé perdrait de son acuité si les cantons passaient intégralement au système d'imposition postnumerando annuel également pour les personnes physiques. Dans ce cas, il n'y aurait pas lieu de consentir des frais supplémentaires de personnel et de gestion liés à une bonification d'intérêts.

Pour toutes ces raisons, la majorité de la Commission de l'économie et des redevances vous recommande, par 8 voix contre 6 et avec 2 abstentions, de ne pas donner suite à cette initiative parlementaire.

Reimann Maximilian: Ich muss einfach nochmals etwas in Abrede stellen: Das Finanzdepartement sagt, die Steuerausfälle bewegten sich in der Grössenordnung von 150 bis 400 Millionen Franken. Dieser Betrag ist masslos übertrieben, er ist auch von der Zinsentwicklung her längst überholt. Die Steuerausfälle betragen nach meiner Rechnung weniger als 100 Millionen Franken. Auch der administrative Aufwand ist von den Kommissionssprechern übertrieben worden: Alle Daten sind im Computer der Steuerverwaltung gespeichert. Wenn man auf den Knopf zur Auslösung des Rückzahlungs-Ueberweisungsauftrags drückt, muss man nur wissen, ob noch Zins oder ob kein Zins hinzukommt. Das ist ein einmaliger Programmierungsauftrag. Weiteren bürokratischen Aufwand braucht es nicht.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit (Folge geben)	79 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit (keine Folge geben)	62 Stimmen

Petitionen – Pétitions

93.2000

**Petition Aktionsgruppe
Regenwald, Basel
Schweiz tropenholzfrei**

**Pétition Groupe d'action
Forêts tropicales, Bâle
Suisse et forêts tropicales**

Herr **Rychen** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 4. November 1992 reichte die Aktionsgruppe Regenwald Basel eine Petition zur Rettung des Regenwaldes und für eine tropenholzfreie Schweiz mit etwa 30 000 Unterschriften ein. Die Hauptanliegen der Regenwald-Petition sind ein genereller Einfuhrstopp für Tropenhölzer und die Anerkennung der Landrechte der Ureinwohner. Der Bundesrat ist der Ansicht, dass die Hauptursache der Zerstörung der Regenwälder heute nicht der Handel mit Tropenhölzern, sondern die Brandrodung durch ärmere Bevölkerungskreise in den entsprechenden Ländern ist. Der Bundesrat konzentriert sich deshalb auf eine Mitarbeit in den zuständigen internationalen Gremien, welche sich mit der Intensivierung und Koordination der Anstrengungen zum Schutz und zur nachhaltigen Bewirtschaftung der tropischen Waldressourcen befassen. Eine wesentliche Verbesserung im Sinne einer Konsumenten-Information sieht er auch in der Schaffung eines «Labels», d. h. eines breit abgestützten und kosteneffizient kontrollierten Kennzeichens. Dadurch hätte der informierte Konsument die Wahl,

aufgrund von ökologischen und entwicklungspolitischen Kriterien seinen Kaufentscheid zu fällen. Die entsprechenden Vorarbeiten auf der Ebene der Europäischen Gemeinschaft sind unter aktiver Mitarbeit der Schweiz schon im Gange. (Die Motion Wick vom 16. Dezember 1992 [92.3251] zielt bezüglich des Labels übrigens in die gleiche Richtung).

M. Rychen présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Le 4 novembre 1992, le Groupe d'action «Forêts tropicales» Bâle déposait une pétition forte de 30 000 signatures environ dans le but de sauver les forêts tropicales et pour une Suisse sans bois tropical.

Les objets principaux de la pétition sont de parvenir à une interdiction générale d'importer en Suisse les bois tropicaux et de reconnaître les droits des indigènes sur leur territoire. Le Conseil fédéral est d'avis que la cause principale de la destruction de la forêt tropicale n'est pas aujourd'hui le commerce des bois tropicaux, mais plutôt le défrichage par le feu qu'effectuent dans leur propre pays les populations les plus déshéritées. C'est pourquoi le Conseil fédéral concentre son action sur une coopération avec les instances internationales compétentes, chargées d'intensifier et de coordonner les efforts entrepris pour protéger et garantir une exploitation contrôlée des ressources des forêts tropicales. Il voit également une amélioration essentielle dans le sens d'une information des consommateurs par la création d'un «label», c'est-à-dire d'un sigle largement protégé et d'un contrôle efficace des coûts. Ainsi, le consommateur informé aurait le choix de prendre sa décision d'achat en fonction de critères écologiques et favorables à une politique de développement. Les travaux préparatoires y relatifs au niveau de la Communauté européenne sont déjà en cours et sous la collaboration active de la Suisse. (La motion Wick du 16 décembre 1992 [92.3251] va du reste, en ce qui concerne le label, dans le même sens).

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission teilt die Auffassung des Bundesrates. Sie beantragt die Ueberweisung der Petition zur Kenntnisnahme an den Bundesrat, verbunden mit dem Ersuchen, seine oben dargelegte Politik weiterzuführen.

Proposition de la commission

La commission partage à l'unanimité l'avis du Conseil fédéral. Elle propose de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte, tout en l'invitant à poursuivre sa politique telle qu'elle est décrite ci-dessus.

Angenommen – Adopté

93.2001

Pétition Koprivec Josip Ratifikation der Zusatzprotokolle 1 und 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention

Pétition Koprivec Josip Ratification des Protocoles additionnels 1 et 4 de la Convention européenne des droits de l'homme

Herr **Rychen** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 9. September 1992 reichte Herr Koprivec eine Petition ein, mit der er die Ratifikation der Zusatzprotokolle 1 und 4 der Europäischen Menschenrechtskonvention (EMRK) verlangt. Als Begründung benützt er seinen gegenwärtig hängigen Zivilprozess gegen den Staatsrat des Kantons Tessin, wobei er aber nicht klar sagt, auf welche Bestimmung(en) der Zusatz-

protokolle er sich bezieht. Aus Gründen der Gewaltentrennung ist es klar, dass sich das Parlament nicht zu einem hängigen Prozess äussern kann.

Mit 16 zu 4 Stimmen beschloss die Kommission jedoch, unabhängig vom laufenden Verfahren des Petenten ganz allgemein auf die Frage betreffend die Wünschbarkeit der Ratifikation der beiden Zusatzprotokolle durch die Schweiz einzutreten. Diese Zusatzprotokolle ergänzen die Liste der von der EMRK garantierten Rechte und Freiheiten in folgenden Bereichen:

Zusatzprotokoll 1:

- Eigentumsgarantie;
- Recht auf Bildung;
- Pflicht zur Durchführung freier und geheimer Wahlen.

Zusatzprotokoll 4:

- Verbot des Schuldverhaftungs;
- Niederlassungs- und Auswanderungsfreiheit;
- Beschränkung der Ausweisungsmöglichkeiten.

Der Bundesrat hat bis jetzt lediglich das Zusatzprotokoll 1 unterzeichnet und sich in seiner Antwort vom 20. August 1991 auf das Postulat Columberg vom 19. Juni 1991 zu diesem Thema bereit erklärt, einen Bericht über die Vor- und Nachteile einer Ratifikation des Zusatzprotokolls 1 auszuarbeiten. Der Bundesrat steht im Rahmen seiner Bestrebungen zur Verbesserung des universellen und europäischen Menschenrechtsschutzes einer Ratifikation dieses Instrumentes nach wie vor positiv gegenüber.

Bezüglich des Zusatzprotokolls 4 hat der Bundesrat bis jetzt auf eine Ratifikation wegen der Verwerfung des Ausländergesetzes 1982 in der Volksabstimmung verzichtet. Er beabsichtigte eine erneute Ueberprüfung der Ratifikation dieses Protokolls im Rahmen der Neuorientierung der Ausländergesetzgebung im Rahmen der schweizerischen Integration in Europa. Aufgrund der Ablehnung des EWR-Abkommens wird es hier natürlich eine Verzögerung geben.

Die Kommission ist sich mit dem Bundesrat darin einig, dass die Ratifikation dieser beiden Zusatzprotokolle mittelfristig wünschbar ist.

M. Rychen présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Par sa pétition du 9 septembre 1992, M. Koprivec demande la ratification des Protocoles additionnels 1 et 4 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Il invoque comme argument le procès civil pendant qu'il a intenté contre le Conseil d'état du canton du Tessin, sans toutefois spécifier clairement à quelle(s) disposition(s) des Protocoles additionnels il se réfère. En raison du principe de la séparation des pouvoirs, il n'appartient pas au Parlement de se prononcer sur un procès pendant.

Toutefois, la commission a décidé, par 16 voix contre 4, indépendamment du cours de la procédure concernant le pétitionnaire, d'entrer en matière sur la question générale de l'opportunité de la ratification par la Suisse des deux Protocoles additionnels.

Ces deux protocoles additionnels complètent la liste des droits et libertés garantis par la CEDH dans les domaines suivants:

Premier Protocole additionnel

- garantie de la propriété;
- obligation d'organiser des élections législatives libres au scrutin secret.

Protocole additionnel 4

- interdiction de la privation de liberté pour dettes;
- droit de libre circulation et d'émigration;
- limitation des possibilités d'expulsion.

Jusqu'à aujourd'hui, le Conseil fédéral n'a signé que le premier Protocole additionnel et s'est déjà déclaré prêt, dans sa réponse du 20 août 1991 au postulat Columberg du 19 juin 1991 relatif à cette question, à préparer un rapport sur les avantages et inconvénients d'une ratification du premier Protocole additionnel. Le Conseil fédéral continue à considérer comme positive une ratification de cet instrument dans la poursuite de ses efforts pour améliorer la protection européenne et universelle des droits de l'homme.

En ce qui concerne le Protocole additionnel 4, le Conseil fédéral a renoncé jusqu'à aujourd'hui à une ratification en raison du rejet par le peuple en 1982 de la loi sur les étrangers. Il avait l'intention de procéder à un nouvel examen de la ratification de ce protocole à l'occasion de la nouvelle orientation de la législation sur les étrangers dans le processus d'intégration de la Suisse à l'Europe. Toutefois, le rejet de l'Accord sur l'Espace économique européen a naturellement pour conséquence de retarder encore une fois la ratification de ce protocole.

La commission partage l'avis du Conseil fédéral, selon lequel la ratification de ces deux protocoles additionnels est souhaitable à moyen terme.

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission beantragt, die Petition dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen.

Proposition de la commission

La commission propose à l'unanimité de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte.

Angenommen – Adopté

93.2002

Petition Wälchli Philipp Strafrechtlicher Eigentumsschutz

Pétition Wälchli Philipp Protection pénale de la propriété

Herr **Engler** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Mit Eingabe vom 4. November 1992 reichte Herr Philipp Wälchli eine Petition ein. Der Petent fordert das Parlament auf, einen neuen StGB-Artikel betreffend strafrechtlichen Eigentums- und Besitzschutz einzuführen. Der Petent begründet seine Eingabe insbesondere damit, dass «ein strafrechtlicher Eigentums- und Besitzschutz eine grundlegende Institution unserer Gesellschaft schützt (nämlich das Eigentum), dass das Eigentum heute zunehmend durch die Kriminalität bedroht wird und dass ein wirksamer Schutz am besten durch eine einheitliche Sanktion nach den Vorschriften des StGB erfolgt».

2. Die Kommission für Rechtsfragen befasste sich an ihrer Sitzung vom 18. Januar 1993 mit dieser Eingabe sowie einer Stellungnahme des EJPD. Sie kommt mit diesem zu folgenden Schlüssen:

2.1 In der Privatrechtsordnung werden das Eigentum und der Besitz durch die Bestimmungen von Artikel 641 Absatz 2 und Artikel 926ff ZGB geschützt. Die Regelung des Zivilprozessrechts, das der Durchsetzung des materiellen Bundeszivilrechts dient, fällt aufgrund von Artikel 64 BV in die Zuständigkeit der Kantone. Dem kantonalen Gesetzgeber ist es auch überlassen, Bestimmungen über die Vollstreckung der Urteile kantonalen Zivilgerichte vorzusehen, dies soweit es sich nicht um geldwerte Leistungen handelt, die nach SchKG einzutreiben sind.

2.2 Wenn in Anwendung von zivilrechtlichen Bestimmungen über den Schutz von Eigentum und Besitz ein Urteil ergeht, das einer Partei die Unterlassung einer Handlung gebietet, so wird diese unter der Androhung von Verwaltungszwang oder der Ueberweisung an den Strafrichter zur Befolgung des Urteils verpflichtet. Je nach dem anwendbaren kantonalen Prozessrecht ist die Androhung von Folgen im Urteil selbst oder in einem Vollzugsbefehl vorzusehen.

2.3 Nach Artikel 335 Ziffer 1 Absatz 2 StGB bleibt es den Kantonen vorbehalten, durch den Erlass von Strafnormen Zuwiderhandlungen gegen das kantonale Prozessrecht und damit

auch gegen die Vollstreckung eines Urteils mit Strafe zu bedrohen. Entgegen dem scheinbar klaren Wortlaut von Artikel 335 Ziffer 1 Absatz 2 StGB wird dabei die Praxis und Lehre anerkannt, dass die Kantone gegen derartige Widerhandlungen nicht nur Uebertretungsstrafen wie Haft oder Busse, sondern auch Freiheitsstrafen wie Gefängnis androhen können (vgl. H. Schultz, Einführung in den Allgemeinen Teil des Strafrechts Bd. I S. 76; St. Trechsel, Kurzkommentar zum Schweizerischen StGB, zu Art. 335 RZ 10).

Soweit das kantonale Prozessrecht für Widerhandlungen gegen das Urteilsdispositiv oder gegen den Vollstreckungsbefehl keine eigene Strafdrohung vorsieht, diese aber einen förmlichen Hinweis auf die Anwendbarkeit der Strafbestimmung von Artikel 292 StGB enthalten, ist die unterlegene Partei nach dieser Vorschrift zu verurteilen, wenn sie sich der Verpflichtung aus dem Urteil auf Unterlassung einer Handlung widersetzt. Sieht das kantonale Prozessrecht weitergehende Strafbestimmungen für den Ungehorsam gegen das Urteil vor, so sind gegebenenfalls diese anzuwenden.

2.4 Der im geltenden Recht vorgesehene Schutz des Eigentums und des Besitzes erscheint somit insgesamt ausreichend. Auch besteht aus rechtspolitischer Sicht kein Bedarf für einen verstärkten Einsatz des Bundesstrafrechts bei der Vollstreckung von Urteilen, die zum Schutz von Eigentum und Besitz ergangen sind. Ein derartiger Eingriff in die verfassungsrechtlich vorgegebene Zuständigkeit der Kantone zur Regelung des Prozessrechts liesse sich nur rechtfertigen, wenn nach dem geltenden Recht die Durchsetzung des materiellen Bundeszivilrechts in Frage gestellt wäre. Da dies nicht zutrifft, bedarf es auch keiner Ausweitung des materiellen Bundesstrafrechts.

M. Engler présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. M. Philipp Wälchli a déposé une pétition le 4 novembre 1992. Il y demande que le Parlement complète le Code pénal par un nouvel article concernant la protection pénale de la propriété et de la possession. A l'appui de sa pétition, l'auteur fait notamment valoir que la protection pénale de la propriété et de la possession défend une institution fondamentale de notre société (à savoir la propriété), que la propriété est de plus en plus menacée par le crime et qu'une protection efficace pourrait être assurée au mieux par une sanction uniforme aux termes du Code pénal.

2. La Commission des affaires juridiques a examiné cet objet lors de sa réunion du 18 janvier 1993, ainsi que l'avis y relatif du DFJP. Comme le département, elle arrive aux conclusions suivantes:

2.1 La propriété et la possession sont protégées, en droit civil, par les dispositions de l'article 641 alinéa 2 et des articles 926 ss CC. La réglementation du droit de la procédure civile, qui sert à appliquer la législation sur la procédure civile fédérale quant au fond, relève, conformément à l'article 64 de la constitution, de la compétence des cantons. Il appartient également au législateur cantonal de prévoir des dispositions concernant l'exécution des arrêts des tribunaux civils cantonaux, pour autant qu'il ne s'agisse pas de prestations en numéraire, qui tombent sous le coup de la LP.

2.2 Lorsqu'un arrêt est prononcé en vertu de dispositions de droit civil sur la protection de la propriété et de la possession et qu'il ordonne à une partie d'omettre un acte, cette partie est tenue d'obtempérer sous peine de se voir appliquer des mesures de coercition administrative ou d'être déférée au juge pénal chargé de faire observer l'arrêt. Selon le droit cantonal applicable en matière de procédure, les sanctions à prendre sont indiquées dans l'arrêt lui-même ou dans un mandat d'exécution.

2.3 Selon l'article 335 chiffre 1 alinéa 2 CP, les cantons ont le pouvoir d'édicter des peines contre les contraventions aux prescriptions cantonales ayant trait à la procédure et, par conséquent, aussi contre les contraventions à l'exécution d'un arrêt. S'écartant de la teneur apparemment claire de l'article précité, la pratique comme la théorie admettent que les cantons peuvent prévoir contre de telles infractions non seule-

ment les peines frappant les contraventions, à savoir les arrêts ou l'amende, mais aussi des peines privatives de liberté comme l'emprisonnement (voir H. Schultz, Einführung in den Allgemeinen Teil des Strafrechts, vol. I, p. 76; St. Trechsel, Kurzkomentar zum Schweizerischen StGB, ad. art. 335 chiffre marginal 10).

Pour autant que le droit de procédure cantonal ne prévoit pas de sanction spéciale contre les infractions au dispositif d'un arrêt ou contre un mandat d'exécution, mais que ceux-ci déclarent en bonne et due forme que la disposition pénale de l'article 292 CP est applicable, la partie perdante doit être condamnée conformément à cette disposition, si elle refuse d'omettre une action, comme l'arrêt l'y oblige. Si le droit de procédure cantonal contient d'autres dispositions pénales frappant un acte d'insoumission à un arrêt, ces dispositions doivent être appliquées le cas échéant.

2.4 La protection de la propriété et de la possession accordée par le droit en vigueur est donc suffisante dans l'ensemble. Il n'y a pas non plus de raison, du point de vue de la politique en matière de droit, de recourir davantage au droit pénal fédéral pour assurer l'exécution d'arrêts prononcés afin de protéger la propriété et la possession. Une telle entorse à la compétence conférée aux cantons par la constitution de légiférer en matière de procédure ne se justifierait que si la législation en vigueur rendait aléatoire l'application quant au fond du droit civil fédéral. Or, ce n'est pas le cas; une extension du champ d'application du droit pénal fédéral sur le plan matériel n'est donc pas nécessaire.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

93.2003

Petition Schweizerische Koordination

«Rechte des Kindes»

Die Rechte des Kindes in der Schweiz

Pétition Coordination suisse «Droits de l'enfant»

Les droits de l'enfant en Suisse

Herr **Engler** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Mit Eingabe vom 20. November 1992 reichte die Schweizerische Koordination «Rechte des Kindes» eine Petition mit über 10 000 Unterschriften ein. Die Petenten fordern das Parlament auf, «rasch die notwendigen Massnahmen zu treffen, um die heute bestehenden Widersprüche zwischen der Konvention und dem schweizerischen Recht, unter anderem das Saisonierstatut, aufzuheben» sowie «die Ratifikation der Konvention der Vereinten Nationen über die Rechte des Kindes in kürzestmöglicher Frist vorzunehmen».

Die Petenten begründen ihre Eingabe insbesondere damit, dass die Konvention viele Bestimmungen enthält, die den Kindern, die in der Schweiz leben, zugute kommen müssen.

2. Die Kommission für Rechtsfragen befasste sich an ihrer Sitzung vom 18. Januar 1993 mit dieser Eingabe. Sie hält dazu folgendes fest:

2.1 Die Ratifizierung des Übereinkommens über die Rechte des Kindes entspricht der schweizerischen Politik zugunsten der Menschenrechte und ist ein Akt internationaler Solidarität, welcher einen besseren rechtlichen Schutz der Kinder dieser Welt anstrebt.

Die Bestimmungen des Übereinkommens sind mit der schweizerischen Rechtsordnung zum grössten Teil vereinbar. Unstimmigkeiten bestehen insbesondere im Zusammenhang mit dem fehlenden Recht auf Familiennachzug für bestimmte Kategorien von Ausländern.

2.2 Die eidgenössischen Räte haben sich mit dem Uno-Übereinkommen über die Rechte des Kindes in den letzten Jahren bereits mehrere Male befasst. Unter anderem hat der Ständerat am 2. Juni 1992 einstimmig eine Motion des Nationalrates, welche eine vorbehaltlose Ratifizierung des Übereinkommens forderte, als Postulat beider Räte überwiesen. Er beschloss die Umwandlung in ein Postulat, um den raschen Beitritt der Schweiz zu diesem Übereinkommen nicht zu gefährden. Die vorberatende Kommission für Rechtsfragen hatte aber nachdrücklich darauf hingewiesen, dass eine rasche Ratifizierung bzw. in nächster Zeit die Botschaft des Bundesrates erwartet wird. Erklärtes Ziel der Schweiz müsse es sodann sein, das Übereinkommen mit möglichst wenigen Vorbehalten zu ratifizieren und allfällige Vorbehalte in der Folge möglichst rasch wieder zurückzuziehen (vgl. AB 1992 S 333ff.).

2.3 Die von den Petenten aufgeworfenen Anliegen sind somit bereits in Prüfung.

M. **Engler** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. La Coordination suisse «Droits de l'enfant» a déposé une pétition réunissant plus de 10 000 signatures le 20 novembre 1992. Les pétitionnaires demandent au Parlement de prendre «les mesures nécessaires pour éliminer rapidement les contradictions existant actuellement entre la convention et le droit fédéral, notamment en abolissant le statut de saisonniers» ainsi que d'agir «en vue d'une prompte ratification de la Convention» des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. Les pétitionnaires motivent leur démarche, notamment par le fait que la convention contient de nombreuses dispositions dont les enfants habitant en Suisse doivent pouvoir bénéficier.

2. La Commission des affaires juridiques a traité cette pétition lors de sa séance du 18 janvier 1993. Elle a fait les constatations suivantes:

2.1 La ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant s'inscrit dans le cadre de la politique de la Suisse en faveur des droits de l'homme; elle représente un acte de solidarité avec la communauté internationale, acte qui vise à instaurer une meilleure protection juridique de l'enfant dans ce monde. Les dispositions de la convention sont dans une large mesure compatibles avec l'ordre juridique suisse. Il existe cependant des contradictions, notamment l'absence de droit au regroupement familial pour certaines catégories d'étrangers.

2.2 Les Chambres fédérales ont à plusieurs reprises au cours des dernières années traité la question de la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant. Le 2 juin 1992, le Conseil des Etats, notamment, a transmis à l'unanimité comme postulat des deux conseils une motion du Conseil national qui demande une ratification sans réserve de la convention. Ce même Conseil des Etats a décidé de transformer la motion en postulat afin de ne pas compromettre une adhésion rapide de la Suisse à cette convention. La Commission des affaires juridiques a cependant relevé par la suite qu'une ratification rapide, à savoir, la publication prochaine du message du Conseil fédéral, est attendue. L'objectif avéré de la Suisse devrait ensuite être de ratifier la convention avec le moins de réserves possibles, et de retirer le plus rapidement possible les éventuelles réserves (cf. BO 1992 E 333ss.).

2.3 Comme on le voit, les requêtes présentées par les pétitionnaires sont déjà à l'examen.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, die Petition dem Bundesrat zur Kenntnisnahme zu überweisen.

Proposition de la commission

La commission propose de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne connaissance.

Angenommen – Adopté

93.2004

Petition einer Gruppe von Künstlern und Künstlerinnen, Kunststudenten und Kunststudentinnen aus Luzern Forderungen für die Opfer der Massenvergewaltigungen in Bosnien-Herzegowina

Pétition d'un groupe d'artistes, d'étudiants et d'étudiantes de Lucerne Victimes de viols collectifs en Bosnie-Herzégovine

Herr **Rychen** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Im November 1992 reichte eine Gruppe von Künstlern und Künstlerinnen, Kunststudenten und Kunststudentinnen aus Luzern eine mit zahlreichen Unterschriften versehene Petition an die eidgenössischen Räte betreffend die Massenvergewaltigungen in Lagern in Bosnien-Herzegowina ein. Die Petition ersucht die eidgenössischen Räte, alles im Bereich ihrer Kompetenzen zu tun, damit die folgenden Forderungen der Petition erfüllt werden:

«– Das sofortige Evakuieren der Frauen aus den Vergewaltigungslagern mit Hilfe der Friedenstruppe der Uno und den unmittelbaren Transfer in die Schweiz;
– dass diese Frauen vorbehaltlos den Status und die Rechte eines politischen Flüchtlings erhalten;
– dass diese Frauen ein Anrecht auf unterstützende Therapieformen bekommen;
– dass alle diese Frauen in den Medien nicht zusätzlich zur Ware der Sensationsgeilheit degradiert werden, sondern dass ihnen das Recht zusteht, über die Verletzungen ihrer Menschenwürde mit Achtung zu berichten.»

Die Kommission liess sich von der Verwaltung über die von den schweizerischen Behörden im Zusammenhang mit den Forderungen der Petition geplanten oder bereits getroffenen Massnahmen orientieren. Im folgenden eine Uebersicht:

– Die Schweiz wird als Depositärstaat der Genfer Konventionen im August 1993 in Genf eine internationale Konferenz zum Schutz der Kriegsoffer durchführen. Thematisch wird sich diese Konferenz schwergeköchtet auf die Bestätigung, Einhaltung und Durchsetzung des humanitären Völkerrechts konzentrieren;

– die Schweiz ist eines der am meisten engagierten Länder im Zusammenhang mit den Bemühungen zur Schaffung eines internationalen Gerichtshofes zur Verfolgung der im ehemaligen Jugoslawien begangenen Kriegsverbrechen. Ein solches Gericht dürfte sich mit den folgenden vier Anklagepunkten befassen: «Ethnische Säuberungen», Behandlung von Gefangenen, sexuelle Gewalt und Massenmord;

– die Schweiz hat dem Hochkommissariat für Flüchtlinge der Uno (HCR) die Bereitschaft signalisiert, vergewaltigte Frauen in unserem Land aufzunehmen und zu betreuen. Im Zusammenhang mit dem Problem der Kinder, die jetzt schon auf die Welt kommen, unterstützt die Schweiz die diesbezüglichen Bemühungen des Unicef, welches hier bereits schon engagiert ist. Man ist auf Verwaltungsseite der Meinung, dass es richtig sei, dass diese Hilfe durch diese zentralen Organisationen (HCR/Unicef) gesteuert und international koordiniert werde;

– am 9. Dezember 1992 verurteilte Bundespräsident Felber vor der Vereinigten Bundesversammlung die Verletzungen des humanitären Völkerrechts im Krieg im ehemaligen Jugoslawien;

– am 18. Dezember 1992 richteten die Ratspräsidenten einen Appell zur Beachtung der Menschenrechte sowie des humanitären Völkerrechts im ehemaligen Jugoslawien an die beiden Kammern des Bundesparlaments der Republik Jugoslawien sowie an die Parlamente der Republik Serbien und der Republik Montenegro.

M. Rychen présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

En novembre 1992, un groupe d'artistes, d'étudiants et d'étudiantes de Lucerne a déposé auprès des Chambres fédérales une pétition munie de nombreuses signatures, concernant les victimes de viols collectifs dans les camps de Bosnie-Herzégovine. La pétition demande aux Chambres fédérales de tout entreprendre, dans le domaine de leur compétence, pour que les exigences suivantes soient satisfaites:

«– l'évacuation immédiate des femmes des camps de détention avec l'aide des forces de maintien de la paix de l'ONU et leur transfert immédiat en Suisse;
– l'octroi sans réserve à ces femmes du statut de réfugiées politiques et des droits y afférents;
– l'octroi à ces femmes du droit de bénéficier de diverses formes de soutien thérapeutiques;
– éviter que ces femmes ne soient encore plus avilées en étant considérées dans les médias comme objets à sensation, mais plutôt leur accorder le droit de s'exprimer sur les violations de leur dignité humaine.»

L'administration fédérale a informé la commission sur les mesures déjà prises ou à prendre en relation avec les demandes de la pétition. Dans leur ensemble, ces mesures sont les suivantes:

– en sa qualité d'Etat dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse organisera en août 1993 une conférence internationale sur la protection des victimes de guerre. Les thèmes de discussion se concentreront principalement sur la confirmation, le respect et l'application du droit international public humanitaire;

– la Suisse est un des pays les plus engagés pour tenter de créer un tribunal international chargé de poursuivre les crimes de guerre perpétrés dans l'ancienne Yougoslavie. Un tel tribunal devrait être saisi des quatre chefs d'accusation suivants: «épuration ethnique», traitement des prisonniers, violences sexuelles et menaces de mort;

– la Suisse a fait part au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) de sa disponibilité à accueillir dans notre pays des femmes violées et de les prendre en charge. En ce qui concerne les enfants nés à la suite de ces viols, la Suisse soutient les efforts actuels de l'Unicef, déjà engagés activement dans ce domaine. De l'avis de l'administration, il est juste que cette aide soit menée conjointement par ces deux organisations centrales (HCR/Unicef) et qu'elle soit coordonnée sur le plan international;

– le 9 décembre 1992, M. Felber, président de la Confédération, a condamné, devant les Chambres fédérales réunies, les violations du droit international public humanitaire commises durant la guerre dans l'ancienne Yougoslavie;

– le 18 décembre 1992, les présidents des deux conseils ont lancé un appel en faveur du respect des droits de l'homme ainsi que du droit international public humanitaire aux deux Chambres du Parlement de la République fédérative de Yougoslavie de même qu'au Parlement de la République de Serbie et à celui de la République du Monténégro.

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission unterstützt die oben dargelegten Massnahmen, Bemühungen und Appelle und beantragt die Ueberweisung der Petition an den Bundesrat zur Kenntnisnahme, verbunden mit dem Ersuchen, seine bisherige Politik weiterzuführen.

Proposition de la commission

A l'unanimité, la commission appuie les mesures susmentionnées, les efforts et appels, et propose de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne connaissance, tout en lui demandant de poursuivre la politique qu'il a suivie jusqu'ici dans ce domaine.

Angenommen – Adopté

93.2005

**Petition Stiftung «Grünes Kreuz der Umwelt»
Gründen wir das Grüne Kreuz**

**Pétition Fondation
«Croix-Verte de l'environnement»
Créons la Croix-Verte**

Herr **Rychen** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 17. Dezember 1992 richtete die Stiftung «Grünes Kreuz der Umwelt» folgende Petition an die eidgenössischen Räte:

«Man kann sich die Welt ohne das Rote Kreuz nicht vorstellen. Jetzt machen die weltweiten Umweltprobleme das Grüne Kreuz nötig.

Die Schweiz soll durch das Grüne Kreuz in Zusammenarbeit mit den Vereinten Nationen

– Spezialisten für ökologische Krisen-, Sanierungs- und schwere Risikofälle bereitstellen, die schnell und kompetent überall auf der Welt einsatzbereit sind;

– Wissen, Material und Methoden für erfolgreiche Einsätze dieser «Grünhelme» entwickeln und zur Verfügung stellen;

– mit Beratung und Ausbildung von Verantwortlichen in Politik und Wirtschaft beitragen zu einer nachhaltigen, Natur und Ressourcen schonenden Entwicklung der Welt.

Die Unterzeichneten fordern das Parlament und den Bundesrat sowie die Schweizer Wirtschaft auf, die Gründung des Grünen Kreuzes zu ermöglichen, es zu unterstützen und zu seiner Einsatzbereitschaft beizutragen.»

Am 18. Dezember 1992 übergab die Stiftung «Grünes Kreuz der Umwelt» Bundesrat Cotti im Anschluss an die Gründungsversammlung im Nationalratssaal eine Petition mit 100 000 Unterschriften, einen Appell von schweizerischen Umwelt- und Entwicklungsorganisationen sowie eine Erklärung der Schweizer Parlamentarier, unterzeichnet von mehr als 200 Mitgliedern des Nationalrates und des Ständerates zugunsten des Grünen Kreuzes.

Erwägungen der Kommission

Im Laufe der Diskussion wurde unter anderem zur Sprache gebracht, dass die Rolle der Stiftung noch nicht klar sei, dass Koordinationsprobleme zwischen dem «Grünen Kreuz» und den im Rahmen der Uno schon tätigen Umweltschutzorganisationen bestünden und dass die Existenz des Grünen Kreuzes massgeblich von der finanziellen Unterstützung des Bundes abhängen würde. Es wurde auch die Frage nach der Notwendigkeit der Einreichung dieser Petition an die eidgenössischen Räte aufgeworfen, nachdem schon, wie oben erwähnt, über 200 Ratsmitglieder letzten Dezember einen entsprechenden Appell unterzeichnet hätten.

Die Kommission hörte auch den Direktor des Bundesamtes für Umwelt, Wald und Landschaft (Buwal) an. Der Bund sei bereit, eng mit dem Grünen Kreuz zusammenzuarbeiten, man zögere aber angesichts der bestehenden Unklarheiten, vor allem in bezug auf die möglichen Doppelspurigkeiten, sich in dem von den Petenten gewünschten finanziellen Umfang zu engagieren.

M. **Rychen** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Le 17 décembre 1992, la Fondation «Croix-Verte de l'environnement» a adressé aux Chambres fédérales la pétition suivante:

«On ne pourrait plus imaginer le monde sans la Croix-Rouge. Aujourd'hui, les menaces écologiques exigent une Croix-Verte. A travers la Croix-Verte, et en collaboration avec les Nations Unies, la Suisse doit:

– former un corps de 'casques verts' compétents et capables d'intervenir rapidement sur n'importe quel point de la planète

en cas de risque majeur, de crise ou d'accident écologique grave;

– développer la maîtrise technique et mettre à disposition les instruments nécessaires à l'engagement efficace des 'casques verts';

– contribuer à la formation des décideurs privés et publics en vue d'un développement durable, ménageant la nature et les ressources de la planète.

Les soussignés appellent la Suisse, ses autorités politiques et les responsables de son économie à créer la Croix-Verte, à la soutenir et à contribuer à sa capacité d'engagement.»

A l'occasion de son assemblée constitutive du 18 décembre 1992 qui eut lieu dans la salle du Conseil national, la Fondation «Croix-verte de l'environnement» remit à M. Cotti, conseiller fédéral, une pétition munie de 100 000 signatures, un appel lancé par des organisations suisses pour l'environnement et le développement ainsi qu'une déclaration des parlementaires suisses, signée par plus de 200 membres du Conseil national et du Conseil des Etats, en faveur de la Croix-Verte.

Considérations de la commission

Au cours de la discussion, il a été évoqué entre autres que le rôle de la fondation n'était pas encore clair, que des problèmes de coordination existent entre la Croix-Verte et les organisations de protection de l'environnement déjà actives au sein de l'ONU et que l'existence de la Croix-Verte dépendrait pour une grande part du soutien financier de la Confédération. A été également soulevée la question du bien-fondé du dépôt de cette pétition auprès des Chambres fédérales après qu'un appel ait été signé, comme cité plus haut, en décembre dernier par plus de 200 membres appartenant aux deux conseils.

La commission entendit en outre le directeur de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP). Au cas où la Confédération serait prête à coopérer étroitement avec la Croix-Verte, on craindrait cependant, au vu des manques de clarté existants, avant tout en ce qui concerne le double emploi éventuel, de s'engager sur le montant financier souhaité par les pétitionnaires.

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission beantragt die Ueberweisung der Petition an den Bundesrat zur Kenntnisnahme.

Proposition de la commission

A l'unanimité, la commission propose de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne acte.

Angenommen – Adopté

93.2010

**Petition Aktion Volk und Parlament
Organisationszugehörigkeit von einflussreichen
Persönlichkeiten. Offenlegung**

**Pétition Action peuple et Parlement
Appartenance à des organisations
de personnalités influentes. Publicité**

Frau **Zölch** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Mit Eingabe von Ende Juli 1992 ersuchen die Petitionäre die Bundesversammlung, Bestimmungen zu erlassen, wonach Politiker und andere einflussreiche Persönlichkeiten ihre Zugehörigkeit zu Organisationen offenlegen, die nicht auf dem Boden der schweizerischen Verfassung stehen. Als Beispiel nennen sie die Zugehörigkeit zu Freimaurer-Logen und weisen in der Begründung vor allem auf einen Text eines Dr. Konrad Lerich hin, wonach die Freimaurerei für Ueberstaatlichkeit,

also die Abschaffung der Nationalstaaten, eintritt. Dies erachten sie als unvereinbar mit Artikel 2 der Bundesverfassung, nach welchem der Bund u. a. die Behauptung der Unabhängigkeit des Vaterlandes zum Zweck hat.

2. Die Staatspolitische Kommission des Nationalrates befasste sich an ihrer Sitzung vom 22. Januar 1993 mit dieser Petition und einer diesbezüglichen Stellungnahme des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes und gelangte mit diesem zu folgenden Schlüssen:

2.1 Das Geschäftsverkehrsgesetz enthält in Artikel 3bis Buchstabe b eine Pflicht zur Offenlegung von Interessenbindungen. Beim Eintritt in den Rat muss jedes Mitglied des Nationalrates und des Ständerates das Büro unter anderem schriftlich unterrichten über:

«b. die Tätigkeit in Führungs- und Aufsichtsgremien bedeutender schweizerischer und ausländischer Körperschaften, Anstalten und Stiftungen des privaten und des öffentlichen Rechts.»

Es sind also nur Tätigkeiten in Führungs- und Aufsichtsgremien offenzulegen, nicht aber blosse Mitgliedschaften. Dazu gehören wohl auch Führungsaufgaben bei den Freimaurern.

2.2 Eine generelle Pflicht zur Offenlegung der Zugehörigkeit zu Vereinen oder anderen Organisationen besteht nicht. Die Zugehörigkeit zu solchen Organisationen ist in Zukunft auch datenschutzrechtlich geschützt. Parlamentarier, die einer Freimaurer-Loge angehören, sind deshalb nicht verpflichtet, diesen Umstand offenzulegen. Für andere Politiker und weitere einflussreiche Persönlichkeiten besteht ebenfalls keine solche Offenlegungspflicht.

2.3 Mitglieder von Freimaurer-Logen geniessen grundsätzlich wie jene anderer Vereine oder Organisationen die Vereinsfreiheit. Sie schliesst auch das Entstehen für eine Aenderung der staatlichen Ziele und Aufgaben ein, solange der Verein sich dazu rechtlich zulässiger Mittel bedient.

2.4 Das schweizerische Recht enthält bereits genügend rechtliche Grundlagen, um Vereine, die aufgrund ihres Zwecks oder der von ihnen verwendeten Mittel rechtswidrig oder staatsgefährlich sind, einzuschränken oder zu verbieten. Die Tätigkeit der Freimaurer-Logen in der Schweiz gibt zu keinen solchen Massnahmen Anlass.

M^{me} **Zölich** présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

1. Les pétitionnaires prient l'Assemblée fédérale par une requête déposée fin juillet 1992, d'adopter des dispositions obligeant les politiciens et d'autres personnes influentes à rendre publique leur appartenance à des organisations qui ne sont pas compatibles avec la constitution. A titre d'exemple, les pétitionnaires mentionnent l'appartenance à des loges maçonniques et se réfèrent, dans leur motivation, avant tout à un texte de Konrad Lerich selon qui la franc-maçonnerie prend parti pour la supranationalité et, par conséquent, pour l'abolition des Etats nationaux. Ce que les pétitionnaires considèrent comme incompatible avec l'article 2 de la Constitution fédérale, en vertu duquel la Confédération a notamment pour but d'assurer l'indépendance de la patrie.

2. La Commission des institutions politiques du Conseil national a étudié, le 22 janvier 1993, cet objet ainsi que l'avis y relatif du Département fédéral de justice et police et est arrivé comme celui-ci aux conclusions suivantes:

2.1 La loi sur les rapports entre les conseils prévoit, en son article 3bis lettre b, une obligation de signaler les intérêts. En entrant au conseil, chaque membre du Conseil national ou du Conseil des Etats doit indiquer par écrit au Bureau:

«b. Les fonctions qu'il assume au sein d'organes de direction et de surveillance de fondations, de sociétés ou d'établissements importants, suisses ou étrangers, de droit privé et de droit public.»

Seules les activités au sein d'organes de direction et de surveillance doivent être annoncées et non pas la simple participation en tant que membre. L'exercice d'activités de direction chez les franc-maçons appartient à cette catégorie.

2.2 Un devoir général de rendre publique l'appartenance à des partis, associations ou à d'autres organisations n'existe

pas. L'appartenance à de telles organisations sera aussi protégée par la législation sur la protection des données. Les parlementaires qui appartiennent à une loge maçonnique ne sont, par conséquent, pas obligés de faire connaître cette circonstance. Pour d'autres politiciens et d'autres personnes influentes, il n'existe pas non plus une telle obligation de publicité.

2.3 Comme tous les membres d'associations ou d'organisations, les membres de loges maçonniques bénéficient en principe de la liberté d'association et de la liberté de réunion. Cela inclut le fait de cautionner un changement des objectifs et des tâches de l'Etat tant que les associations concernées ont recours à des moyens juridiques admissibles.

2.4 Le droit suisse contient déjà suffisamment de bases juridiques pour limiter ou interdire des associations dont les buts ou les moyens mis en oeuvre s'avèrent contraires au droit ou dangereux pour l'Etat. L'activité des loges maçonniques en Suisse ne donne lieu à aucun motif de prendre de telles mesures.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt, von der Petition Kenntnis zu nehmen, ihr aber keine Folge zu geben.

Proposition de la commission

La commission propose de prendre acte de la pétition sans y donner suite.

Angenommen – Adopté

93.2017

Petition der Sektion Schweiz der Internationalen Gesellschaft für Menschenrechte (IGFM) Menschenrechtsverletzungen in Ex-Jugoslawien

Pétition de la Section suisse de la Société internationale pour les droits de l'homme (SIDH) Violations des droits de l'homme en ex-Yougoslavie

Herr **Rychen** unterbreitet im Namen der Kommission den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 25. Januar 1993 reichte die Sektion Schweiz der Internationalen Gesellschaft für Menschenrechte (IGFM) folgende Petition an die eidgenössischen Räte ein:

«An ihrer Generalversammlung vom 23. Januar 1993 in Solothurn rufen die Mitglieder der Internationalen Gesellschaft für Menschenrechte (IGFM), Sektion Schweiz, die eidgenössischen Behörden einstimmig auf:

1. als Depositärstaat der Genfer Konvention alles daranzusetzen, dass Verletzungen dieser Konvention verhindert werden und, wo sie erfolgen, international bekannt gemacht werden. Es ist zu diesem Zweck so bald wie möglich eine internationale Konferenz der Signatarstaaten zur Einhaltung der Konvention einzuberufen;
2. alles daranzusetzen, dass unsere Behörden sich mit allen Mitteln gegen die Menschenrechtsverletzungen in Ex-Jugoslawien zur Wehr setzen;
3. alles daran zu setzen, dass rasch ein internationaler Gerichtshof für Kriegsverbrechen und Menschenrechts-Verletzungen geschaffen wird;
4. sofort dafür zu sorgen, dass die in der Schweiz befindlichen Flüchtlinge aus Ex-Jugoslawien über die Menschenrechtsverletzungen befragt werden, um Material für spätere Kriegsverbrecherprozesse sicherzustellen.»

Die Kommission liess sich von der Verwaltung über die von den schweizerischen Behörden im Zusammenhang mit den Forderungen der Petition geplanten oder bereits schon getroffenen Massnahmen orientieren. Im folgenden eine Uebersicht:

- Die Schweiz wird als Depositärstaat der Genfer Konventionen im August 1993 in Genf eine internationale Konferenz zum Schutz der Kriegsoffer durchführen. Thematisch wird sich diese Konferenz schweremässig auf die Bestätigung, Einhaltung und Durchsetzung des humanitären Völkerrechts konzentrieren;
- die Schweiz ist eines der am meisten engagierten Länder im Zusammenhang mit den Bemühungen zur Schaffung eines internationalen Gerichtshofes zur Verfolgung der im ehemaligen Jugoslawien begangenen Kriegsverbrechen. Ein solches Gericht dürfte sich mit den folgenden vier Anklagepunkten befassen: «Ethnische Säuberungen», Behandlung von Gefangenen, sexuelle Gewalt und Massenmord;
- die Schweiz hat dem Hochkommissariat für Flüchtlinge der Uno (HCR) die Bereitschaft signalisiert, vergewaltigte Frauen in unserem Land aufzunehmen und zu betreuen. Im Zusammenhang mit dem Problem der Kinder, die jetzt schon auf die Welt kommen, unterstützt die Schweiz die diesbezüglichen Bemühungen des Unicef, welches hier bereits schon engagiert ist. Man ist auf Verwaltungsseite der Meinung, dass es richtig sei, dass diese Hilfe durch diese Organisationen (HCR/Unicef) gesteuert und international koordiniert werde;
- am 9. Dezember 1992 verurteilte Bundespräsident Felber vor der Vereinigten Bundesversammlung die Verletzungen des humanitären Völkerrechts im Krieg im ehemaligen Jugoslawien;
- am 18. Dezember 1992 richteten die Ratspräsidenten einen Appell zur Beachtung der Menschenrechte sowie des humanitären Völkerrechts im ehemaligen Jugoslawien an die beiden Kammern des Bundesparlamentes der Republik Jugoslawien sowie an die Parlamente der Republik Serbien und der Republik Montenegro.

M. Rychen présente au nom de la commission le rapport écrit suivant:

Le 25 janvier 1993, la section suisse de la Société internationale pour les droits de l'homme (SIDH) a déposé auprès des Chambres fédérales la pétition suivante:

«A l'occasion de leur assemblée générale du 23 janvier 1993 à Soleure, les membres de la Société internationale pour les droits de l'homme (SIDH), section suisse, en appellent à l'unanimité aux autorités fédérales pour que

1. tout soit entrepris, en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève, pour empêcher des violations de ces conventions; et pour faire savoir, sur le plan international, où elles ont lieu. A cette fin, il y a lieu de convoquer dès que possible une conférence internationale des Etats signataires pour le respect de ces conventions;
2. tout soit entrepris afin que nos autorités s'opposent par tous les moyens aux violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie;
3. tout soit entrepris pour instituer rapidement un tribunal international des crimes de guerre et des violations des droits de l'homme;
4. l'on veille à interroger les réfugiés de l'ex-Yougoslavie qui se trouvent en Suisse sur les violations des droits de l'homme afin de rassembler les éléments utiles et nécessaires en vue d'introduire plus tard des procès à l'encontre de criminels de guerre.»

L'administration fédérale a informé la commission sur les mesures déjà prises ou à prendre en relation avec les demandes de la pétition. Dans leur ensemble, ces mesures sont les suivantes:

- en sa qualité d'Etat dépositaire des Conventions de Genève, la Suisse organisera en août 1993 une conférence internationale sur la protection des victimes de guerre. Les thèmes de discussion se concentreront principalement sur la confirmation, le respect et l'application du droit international public humanitaire;

– la Suisse est un des pays les plus engagés pour tenter de créer un tribunal international chargé de poursuivre les crimes de guerre perpétrés dans l'ancienne Yougoslavie. Un tel tribunal devrait être saisi des quatre chefs d'accusation suivants: «épurations ethniques», traitement des prisonniers, violences sexuelles et menaces de mort;

– la Suisse a fait part au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) de sa disponibilité à accueillir dans notre pays des femmes violées et de les prendre en charge. En ce qui concerne les enfants nés à la suite de ces viols, la Suisse soutient les efforts actuels de l'Unicef, déjà engagée activement dans ce domaine. De l'avis de l'administration, il est juste que cette aide soit menée conjointement par ces deux organisations centrales (HCR/Unicef) et qu'elle soit coordonnée sur le plan international;

– le 9 décembre 1992, M. Felber, président de la Confédération, a condamné, devant les Chambres fédérales réunies, les violations du droit international public humanitaire commises durant la guerre dans l'ancienne Yougoslavie;

– le 18 décembre 1992, les présidents des deux conseils ont lancé un appel en faveur du respect des droits de l'homme ainsi que du droit international public humanitaire aux deux Chambres du Parlement de la République fédérative de Yougoslavie de même qu'au Parlement de la République de Serbie et à celui de la République du Monténégro.

Antrag der Kommission

Die einstimmige Kommission unterstützt die oben dargelegten Massnahmen, Bemühungen und Appelle und beantragt die Ueberweisung der Petition an den Bundesrat zur Kenntnissnahme, verbunden mit dem Ersuchen, seine bisherige Politik weiterzuführen.

Proposition de la commission

A l'unanimité, la commission appuie les mesures susmentionnées, les efforts et appels, et propose de transmettre la pétition au Conseil fédéral pour qu'il en prenne connaissance, tout en lui demandant de poursuivre la politique qu'il a suivie jusqu'ici dans ce domaine.

Angenommen – Adopté

Petitionen

Pétitions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	553-560
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 417

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.